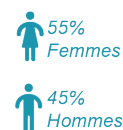


Des mesures opportunes et décisives sont essentielles pour prévenir la détérioration de l'insécurité alimentaire

POINTS SAILLANTS

- **Augmentation du coût de panier alimentaire** : Au mois de février 2025, le coût du panier alimentaire a atteint 26 585 gourdes haïtiennes pour un ménage de 5 personnes ([PAM, mars 2025](#)) a enregistré une hausse de 6% dans la zone métropolitaine.
- **L'inflation enregistrée en mars constatée par IHSI** : La situation générale délétère du pays continue d'influencer l'évolution des prix des produits, au cours du mois de mars 2025 ([IHSI, avril 2025](#)), l'Indice Général des Prix à la Consommation a enregistré une augmentation mensuelle de 2,1 %, contre 2,0 % le mois précédent, et un glissement annuel de 25,2 %, contre 28,4 % en février.
- **Une détérioration de la situation alimentaire et nutritionnel des ménages** : Au mois de février 2025, le pourcentage de ménages ayant un score de consommation alimentaire a subi une augmentation, passant de 36% à 42% dans la zone métropolitaine de Port-au-Prince ([PAM, mars 2025](#)).
- **Un faible niveau d'assistance pour soutenir les moyens d'existence** : Au 31 mars 2025, un taux de réalisation d'environ 15% a été enregistré.
- **Persistance de la violence des gangs armés** : les violences provoquent des déplacements records à Port-au-Prince : plus de 60 000 personnes au cours du mois de mars 2025 ([OIM, mars 2025](#)) et le 31 mars 2025, des attaques dans les communes de Saut d'Eau et Mirebalais, dans le département du Centre, ont provoqué le déplacement de 5 981 personnes (1 272 ménages).
- **Plus d'une personne sur deux souffre de la faim en Haïti** : Selon les résultats de [la mise à jour de l'analyse IPC](#), plus de 5,7 millions de personnes sont confrontées à des niveaux élevés d'insécurité alimentaire aiguë pour la période de mars à juin 2025, représentant 51% de la population haïtienne analysée.
- **Augmentation de taux de VBG** : 2 042 cas de [violences basées sur le genre](#) (VBG) signalés, de janvier à mars 2025, surviennent principalement dans le cadre de mécanismes d'adaptation négatifs, tels que les échanges de biens ou d'avantages (69 %).
- **Risque d'augmentation des cas de choléra** : Au 29 mars, le ministère de la Santé publique et de la population (MSPP), avec l'appui de l'OPS/OMS, a rapporté 1 298 cas suspects, dont neuf confirmés et 19 décès.

CHIFFRES CLES HNRP 2025



Soit plus de
48% d'augmenta-
tion du nombre des
PDI comparé au
Round 8 suite aux
attaques armées
dans la capitale
(Dept. de l'Ouest)

Sources : * IPC mise à jour mars 2025 | HNRP 2025

Sources : Rapport DTM/OIM, Round 9/Déc. 2024

ASSISTANCE ALIMENTAIRE D'URGENCE

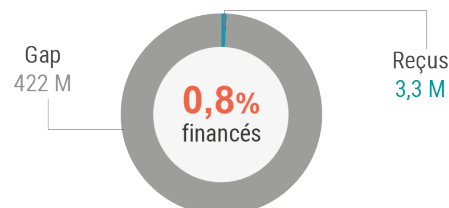


APPUI AUX PRODUCTIONS AGRICOLES & MOYENS D'EXISTENCE



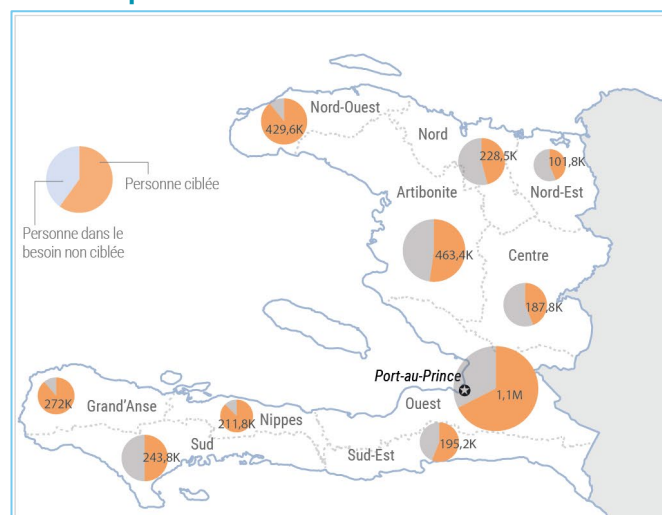
STATUT DU FINANCEMENT

425 M \$US de fonds demandé

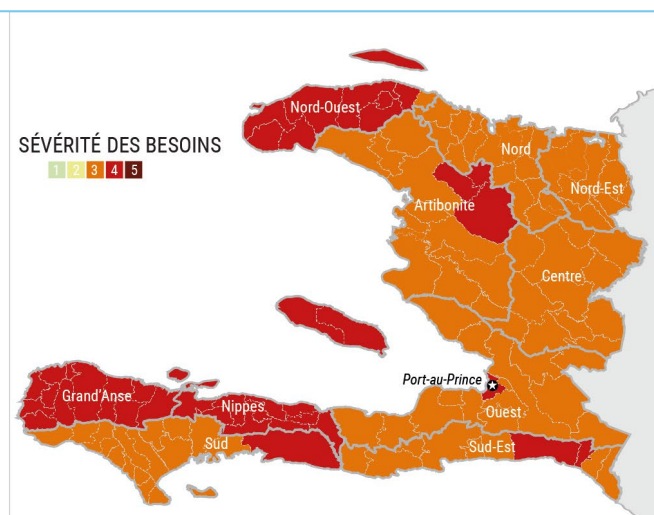


Sources : Sources : <https://fts.unocha.org/plans/1257/summary> | au 31 mars 2025

Carte de personnes dans le besoin HNRP 2025



Carte de sévérité HNRP 2025



CONTEXTE

Haiti a continué à faire face à une crise humanitaire complexe et persistante en raison de divers défis interconnectés qui contribuent à faire augmenter le nombre de personnes confronté à l'insécurité alimentaire aigüe élevée. Entre octobre 2017 à mars 2025, on est passé de 18% de la population classifiés en Phase 3 ou pire de l'IPC à 51%.

Ce qui explique une dégradation en continue de l'insécurité alimentaire en Haiti. Le plan de réponse

humanitaire élaboré chaque année suit cette tendance.

Pour l'année 2025, le nombre de personnes dans le besoin est estimé à 5,5 M pour l'ensemble de secteurs et clusters en Haïti.

Le secteur sécurité alimentaire a estimé une cible de 3,4M de personnes à atteindre d'ici la fin de l'années 2025. Avec un budget estimé à 425 M \$USD soit 47% du montant global du HNRP 2025.

Les facteurs expliquant cette augmentation des personnes vulnérables sont entre autres :

- La violence des gangs armés qui luttent pour le contrôle des secteurs, quartiers, communes, départements exposant ainsi la population civile aux risques de Kidnapping, braquages et pillages. Au cours du premier trimestre 2025. Selon le rapport publié par le Bureau intégré des Nations Unies en Haïti (BINUH), entre le 1er janvier et le 31 mars 2025, au moins 1 617 personnes ont été tuées et 580 autres ont été blessées dans des violences impliquant des gangs, des groupes d'autodéfense ou des membres de la population, ainsi que lors d'opérations menées par les forces de sécurité. Parallèlement, sur cette même période, au moins 161 enlèvements contre rançon ont été recensés, dont 63% dans le département de l'Artibonite selon la même source. Cette situation reste préoccupante et nuit gravement à la protection civile et à la reprise des activités économiques, au déplacement des personnes et des biens dans la zone métropolitaine et autres localités du pays qui sont sous contrôle de ces gangs.
- Les déficits pluviométriques prolongés et faible production agricole : Faible capacité de production agricole : Les événements météorologiques extrêmes (sécheresses et ouragans), la dégradation des sols (érosion et glissements de terrain). La difficulté d'accès aux intrants agricoles (engrais, semences améliorées) et la diminution des terres disponibles par travailleur agricole..., font également partie des facteurs qui réduisent la capacité productive des ménages, augmentant leur niveau de vulnérabilité, les conduisant ainsi à une dépendance à l'assistance alimentaire. Le manque d'accès au crédit agricole constitue un frein à la production agricole.
- Perspectives de l'économie haïtienne : Selon les prévisions de la Commission économique pour
-

l'Amérique latine et la Caraïbe (Cepalc), la région Amérique latine et Caraïbes aura une croissance moyenne de 2,4% en 2025. Faisant partie des pays de la Caraïbe, Haïti connaîtra une contraction économique de 0,5% en 2025. Soit, à la fois, la plus faible croissance de toute la région et également la 7e année consécutive de décroissance pour le pays.

- Inflation des prix des denrées alimentaires : La flambée des prix des denrées alimentaires limitant ainsi l'accès physique et économique à la nourriture en quantité et en qualité, et aux services de base. Les prix ont augmenté.
- Limitation de l'opportunité économique : Les ménages les plus vulnérables et sans emploi stable manquent d'opportunité de travail pour subvenir à leurs moyens d'existence et à leur alimentation. Dans les quartiers où ils opèrent, les gangs rançonnent les commerçants, les entreprises, et paralysent ainsi l'économie. Les premiers à en faire les frais sont les plus vulnérables, qui perdent des opportunités précieuses de pratiquer des activités de productions agricole et élevage par manque de revenu pour acheter les intrants (semences, outils, fertilisants...) et la main d'œuvre, de faire du commerce et d'autres activités génératrices de revenu. La peur constante de sortir par crainte de perdre la vie les condamne à souffrir en restant en vie.
- Perspectives de l'assistance humanitaire : Dans cette perspective de diminution des ressources, l'assistance alimentaire combien important pour supporter les ménages qui sont impactés par la crise va connaître une difficulté. Selon le plan de réponse sectoriel 2025, un budget de 425 millions USD a été estimé pour couvrir les besoins en sécurité alimentaire et moyens de subsistance identifiés. Cependant, au premier trimestre 2025, seulement 3,3 millions USD ont été mobilisés, contre 22 millions USD à la même période en 2024, marquant une baisse drastique des financements.

Mise à jour d'IPC

C'est dans ce contexte de violence élevée que la mise à jour de l'analyse IPC a eu lieu du 24 au 27 mars 2025. Cet exercice qui a regroupé une quarantaine d'analystes en présentiel et d'une dizaine en ligne a pour objectif principal de vérifier les hypothèses formulées lors de l'analyse courante d'août 2024. Ce qui a permis de se rendre à l'évidence de la détérioration de la situation alimentaire des ménages avec une hausse de 3% des personnes en IPC3+ par rapport à la projection faite en août 2024.

Résumé du résultat de la mise à jour de l'analyse IPC

L'un des objectifs de l'IPC est de fournir des éléments probants nécessaires à l'évaluation de la situation en posant les questions suivantes : quel degré de sévérité, combien, quand, où, qui et pourquoi, tout en cherchant à déterminer les principales caractéristiques de cette situation. C'est en poursuivant ces objectifs, que le groupe de travail technique (GTT) travaille sans relâche dans des conditions parfois difficiles pour fournir à la communauté humanitaire des connaissances exploitables pour une prise de décisions stratégique. Selon l'agenda de l'analyse IPC, une analyse courante couvrant la période de d'août 2024 - février 2025 a été réalisée en août 2024. Pareillement à cette analyse courante, une projection couvrant la période de mars à juin, basée sur des hypothèses a été faite. L'exercice réalisé en mars consistait à vérifier le niveau d'atteinte des hypothèses et sur la base des preuves existantes faire une mise à jour de l'analyse.

Cette mise à jour a montré une détérioration de la situation alimentaire des ménages affectés par la crise. Ainsi, pour la période de mars – juin 2025 de l'analyse IPC d'août 2024 montre une situation de sécurité alimentaire aiguë toujours plus dégradée en Haïti marquée par la montée de la violence des groupes armés dans la zone métropolitaine et le reste de l'Ouest ainsi que dans le département de l'Artibonite.

Selon les résultats de cette mise à jour de l'analyse IPC, plus de 5,7 millions de personnes sont confrontées à des niveaux élevés d'insécurité alimentaire aiguë pour la période de mars à juin 2025, représentant 51% de la population haïtienne analysée, soit un niveau d'insécurité alimentaire historiquement jamais atteint.

Le nombre de personnes en Urgence (Phase 4) s'élève à 2,1 millions de personnes (19% de la population analysée) et 3.6 millions (32% de la population analysée) apparaissent en Crise. Seize zones sont désormais classées en Phase 4 (Urgence) contre quinze sur la dernière analyse.

Il s'agit des zones du Haut-Artibonite (Artibonite HT01 et HT03), de la Grand'Anse, des Nippes, du Nord-Ouest, de La Gonâve, de la zone d'Aquin, de la zone Sud-Est HT07, de Cité Soleil, des camps de déplacés ainsi que les quartiers Pauvres et Très Pauvres (P et TP) de Croix-des-Bouquets, de Delmas et de Port-au-Prince.

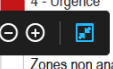
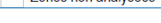
Situation projetée: mars - juin 2025



LÉGENDE

Classification IPC des phases d'insécurité alimentaire aiguë (IAA)

(la Phase cartographiée représente la sévérité qui touche au moins 20 % de la population)

Symboles de la carte  Classification des zones d'installation urbaines  Classification des zones d'installation de PDI/autres   Zones non analysées	La zone reçoit une importante aide alimentaire humanitaire (pris en compte dans la classification des phases)  Au moins 25% des ménages ont 25-50% de leurs besoins caloriques couverts par l'assistance alimentaire humanitaire  Au moins 25% des ménages ont plus de 50% de leurs besoins caloriques couverts par l'assistance alimentaire humanitaire
---	--

Les facteurs déterminants de cette dégradation :

Les Principales causes de la prévalence élevée de l'insécurité alimentaire en Haiti sont entre autres :



Intensification de la violence des gangs armés limitant la circulation personnes et des biens.



Chocs économiques, contraction du PIB sur les six dernières années et inflation de près de 30% en février 2025.



Chocs climatiques tels que les inondations affectant les zones rurales, parmi lesquelles certaines déjà affectées par d'autres événements, comme l'impact résiduel sur les moyens d'existence du séisme de 2021 dans la Grande'Anse



Faible assistance humanitaire dans les zones de préoccupation de manière générale



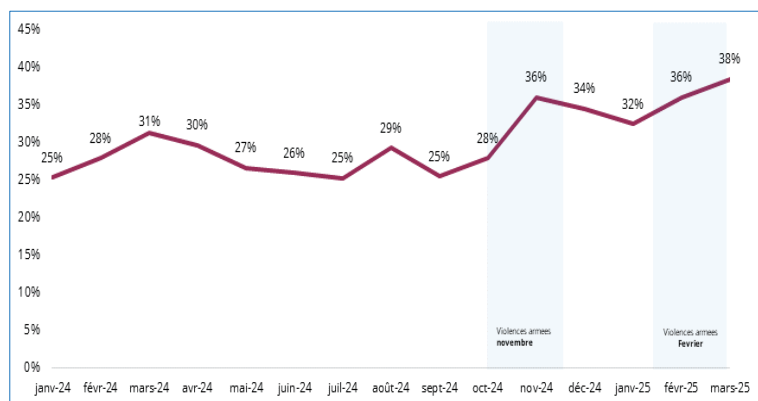
Pertes d'emplois importantes tant dans le secteur informel que formel exacerbant la réduction de l'accès financier des ménages à l'alimentation



Faible productions agricoles internes en zone rurales liées à des systèmes agricoles peu modernisés

Situation alimentaire des ménages au cours du premier trimestre

En début de l'année la situation alimentaire des ménages a montré une forte détérioration. La consommation alimentaire a été durement affectée, affectant de manière disproportionnée les populations les plus fragiles. Dans la zone métropolitaine de Port-Au-Prince, sur une année, la proportion de ménages avec une consommation alimentaire pauvre a augmenté de 8 points de pourcentage, passant de 28 % en février 2024 à 36 % en février 2025. Cette dégradation continue de la sécurité alimentaire des ménages s'est amplifiée pour atteindre 42 % un mois après la recrudescence des violences armées du 14 février. Cette augmentation de 6 points de pourcentage en un mois révèle une détérioration rapide de la consommation alimentaire des ménages. Les communes de Port-au-Prince, de Carrefour et de Delmas sont particulièrement touchées, avec respectivement 57 %, 47 % et 46 %.



Analyse de Besoins Humanitaires et Planification HNRP 2025

Selon le plan de réponse sectoriel 2025, un budget de 425 millions USD a été estimé pour couvrir les besoins identifiés.

Re-Priorisation HNRP 2025 : Dans le contexte de détérioration de la situation alimentaire de milliers des personnes, un travail de priorisation a été demandé à l'ensemble des clusters et secteurs en Haïti afin de revoir leurs chiffres de planification pour 2025 en baisse pour faire face à l'incertitude et de prendre des décisions difficiles sur la meilleure façon de fournir l'aide humanitaire avec des ressources limitées. Ce qui ne s'aligne pas avec la détérioration constatée.

Pour atteindre ces objectifs, de fournir l'aide de qualité et de ne laisser personne derrière dans ce contexte, les lignes d'orientations suivantes ont été fixées par le secteur avec ses partenaires et les agences leads, notamment :

- Conservation de la précédente stratégie programmatique faite lors de l'élaboration du HNRP initial,
- Conserver la cible du HNRP initial (le nombre de Personne dans le besoin et la Cible).

Le secteur a également coordonné les efforts des membres afin d'identifier des approches de travail plus synergiques entre les différents types d'intervention, dans le but d'assurer une réponse mieux coordonnée tout en rationalisant les coûts unitaires. Une synergie a été recherchée entre les interventions d'aide alimentaire (OS1.1) et celles de production alimentaire d'urgence (OS1.2). Par ailleurs, les coûts unitaires des actions anticipatoires et de réduction des risques de catastrophes (OS3) ont été révisés en privilégiant des activités menées au niveau communautaire plutôt qu'individuel. De plus, les coûts liés aux analyses de sécurité alimentaire et autres études — bien que toujours essentielles et pertinentes — seront optimisés à travers des méthodologies de collecte et d'analyse plus agiles et rationalisées.

Ces efforts ont conduit à une réduction de dix pourcent (-10%) du budget initial du HNRP. Ce qui fait passer de **425 M USD à 383 M USD**.

	<i>HNRP Initial 2025</i>	<i>Re-priorisation HNRP 2025</i>	<i>Variation</i>
<i>Pers. dans le besoin</i>	5,5 M	5,5 M	0%
<i>Pers. ciblées</i>	3,4 M	3,4 M	0%
<i>Budget (USD)</i>	425 M	383 M	-10%

CCPM

Le CCPM de l'anglais : Cluster Coordination Performance Monitoring, est un exercice d'auto-évaluation. C'est un exercice qui permet à l'ensemble des partenaires des groupes sectoriels d'identifier les points forts et points faibles en termes de performances ainsi que les axes d'amélioration. Pour l'évaluation qui l'année 2024 qui s'est achevée en fin mars.

Saison cyclonique 2025

Le plan national de réponse cyclonique 2025 lancé par le gouvernement comporte les axes suivants :

- Prévention renforcée : Cela inclut l'optimisation des systèmes d'alerte précoce et la mise en place d'évacuation préventive, afin de garantir une anticipation efficace des risques.
- Protection des vulnérables : Un dispositif spécial a été conçu pour assurer la prise en charge des populations déplacées vivant dans des camps, en veillant à leur sécurité et à leur dignité.
- Intervention coordonnée : La mobilisation des moyens logistiques et humains sera essentielle pour assurer une réponse rapide et efficace sur l'ensemble du territoire.
- Au niveau du secteur, en préparation à cette période, une évaluation a été faite au niveau des partenaires pour déterminer le niveau de stock

de contingence disponible au pays afin de faire face en cas de cyclone.

- Cette évaluation a montré une très faible capacité des partenaires pour la préparation de la saison cyclonique qui est une période critique pour le pays et a besoin de beaucoup de ressources pour faire face. Cela s'explique également par l'absence de fonds spécifiques et flexibles pour faire face à ce type de besoins.

Ce calendrier n'attend personne et selon les prévisions météorologiques, il faut s'attendre à une saison cyclonique très critique. D'où un appel à une mobilisation pour une intervention d'urgence.

SUIVI DE LA REPONSE HNRP 2025 ET ANALYSE DE GAPS AU PREMIER TRIMESTRE

La dernière analyse IPC (Mars 2025) montre une détérioration de la crise alimentaire en Haïti avec **5,7 M** de personnes *confrontées à des niveaux élevés d'insécurité alimentaire aiguë, en raison de la violence incessante des gangs et de l'effondrement économique en cours*, soit **51%** de la population, qui connaissent des niveaux élevés d'insécurité alimentaire aiguë ; par rapport à l'analyse d'août 2024 (**5,5 M**).

Les besoins financiers pour cette réponse sectorielle en 2025 s'élèvent à **425 Millions USD**.

Sur les 5,7 millions de personnes confrontées à des niveaux élevés d'insécurité alimentaire aiguë - le nombre le plus élevé de ces dernières années - **plus de 8 400 personnes vivant dans des sites de déplacés** souffrent d'une faim catastrophique dans la phase 5 de l'IPC (Catastrophe). En outre, 2,1 millions de personnes, soit 19% de la population analysée, se trouvent en phase 4 de l'IPC (urgence), confrontées à une insécurité alimentaire critique, tandis que 3,6 millions de personnes (32%) sont classées en phase 3 de l'IPC (crise).

Cette analyse montre une augmentation de plus de **300 000 personnes** dans la phase 3 de l'IPC par rapport à la période actuelle (août 2024 à février 2025), et une détérioration de plus de **100 000 personnes** par rapport à la projection précédente. Cela inclut une augmentation de la population de la phase 5 de l'IPC (catastrophe) dans les sites de déplacés, qui passe de **5 600 à 8 400 personnes**. La présence et l'augmentation des populations de la phase 5, en particulier dans les zones accessibles, est une indication claire du besoin urgent d'une réponse immédiate et vitale en Haïti.

Selon le DTM de l'OIM, plus de **1,04 million de personnes étaient déplacées** à l'intérieur du pays en décembre 2024, soit plus 48% par rapport à juin 2024 suite à la violence des gangs. L'accès économique des ménages à la nourriture a été encore plus limité par la hausse des prix des produits de base et un taux d'inflation de 30% en février 2025, dans un contexte de baisse des revenus des ménages à la fois dans la région métropolitaine et dans le reste du pays.



ANALYSE DE LA REPONSE AU PREMIER TRIMESTRE 2025

De janvier à mars 2025, les différentes interventions des partenaires du secteur sécurité alimentaire ont permis d'atteindre **860,4 K personnes**, soit un taux de réalisation de **25%** sur les **3,4 millions** de personnes ciblées dans le plan de réponse humanitaire.

La stratégie de ciblage est basée sur la réponse d'urgence aux personnes en IPC3 et plus et aux Personnes Déplacées Internes (PDI).

L'assistance alimentaire a touché plus de **722,0 K personnes** soit **24%** de la cible (**3,0 M**) à travers le bon d'achats/coupons et cash transfert (37%), en nature (62%) comme principale modalité d'intervention et 1,2% en mixe (nature et espèces/coupon).

Les activités de l'appui aux production agricole et moyens d'existences ont atteint plus de **169,2 K personnes**,

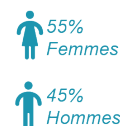
soit **15%** de la cible (**1,1 M**) du secteur ; à travers 84% en espèces/cash ou bon d'achat/ coupons et 16% en nature et prestation de services/support.

Selon le rapportage la matrice 5W un total de **26 partenaires** dont **08 organisations principales** et **19 partenaires d'implémentation** interviennent.

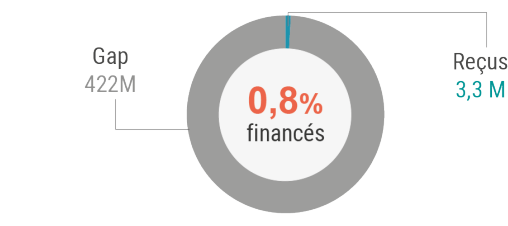
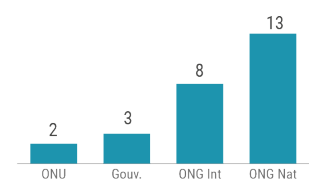
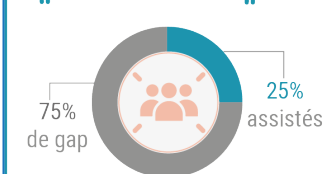
En outre, un grand nombre de projets d'aide alimentaire d'urgence et de soutien à la résilience des populations ont été suspendus au cours du premier trimestre 2025. Cependant, depuis mars 2025, le financement n'est plus certain.

L'aide humanitaire reste essentielle et les efforts de relèvement sont nécessaires de toute urgence pour enrayer le déclin de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, en particulier dans les sites de déplacés et dans le département de l'Artibonite.

APERÇU DE LA RÉPONSE HRNP | janvier - mars 2025



Soit plus de **48%** d'augmentation du nombre des PDI comparé au Round 8 suite aux attaques armées dans la capitale (Dept. de l'Ouest)



Sources : * IPC mise à jour mars 2025 | HNRP 2025

Sources : Rapport DTM/OIM, Round 9/Déc. 2024

Sources : Matrice 5W des partenaires Sécail 2025 | HNRP 2025

Sources : Sources : <https://fts.unocha.org/plans/1257/summary> | au 31 mars 2025

ASSISTANCE ALIMENTAIRE D'URGENCE



PAR MODALITÉ



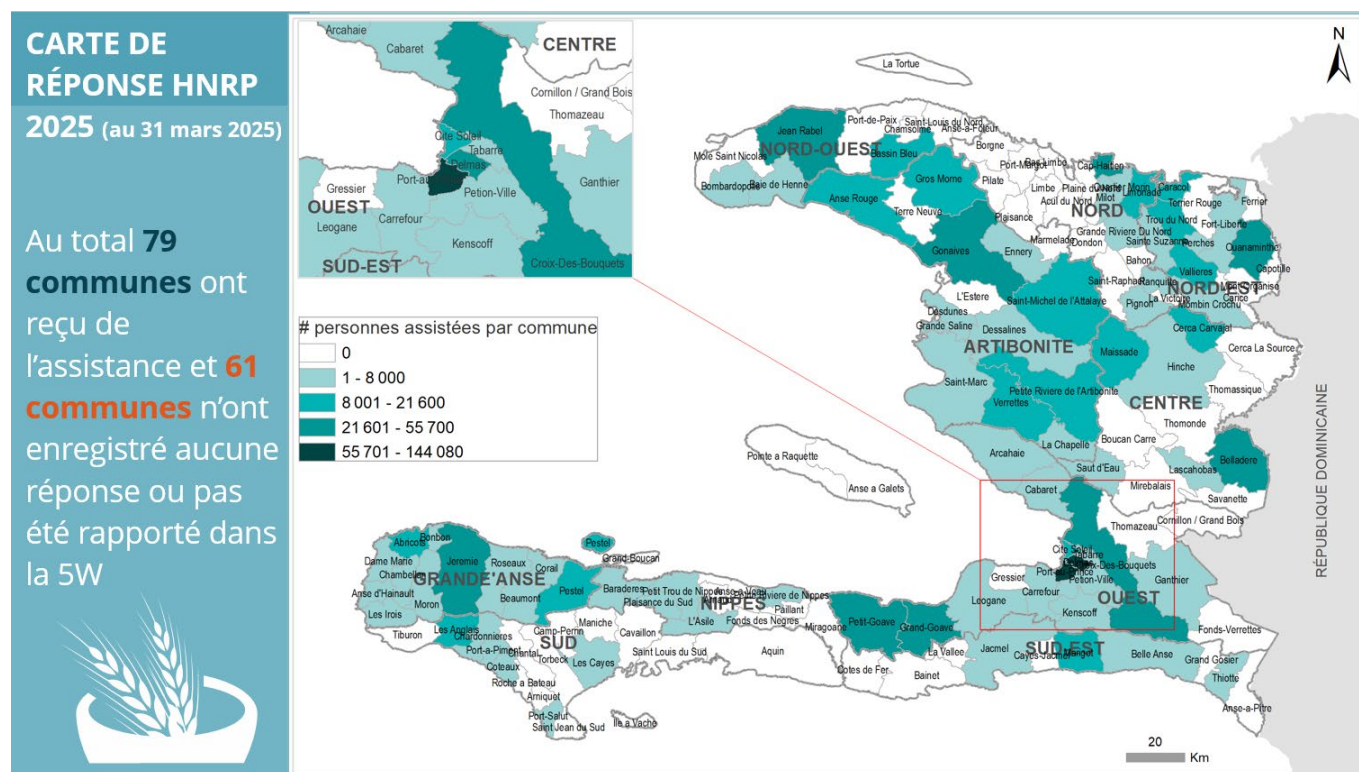
APPUI AUX PRODUCTION AGRICOLE & MOYENS D'EXISTENCE



PAR MODALITÉ



CARTE DE LA REPONSE ET PRESENCE DES PARTENAIRES :

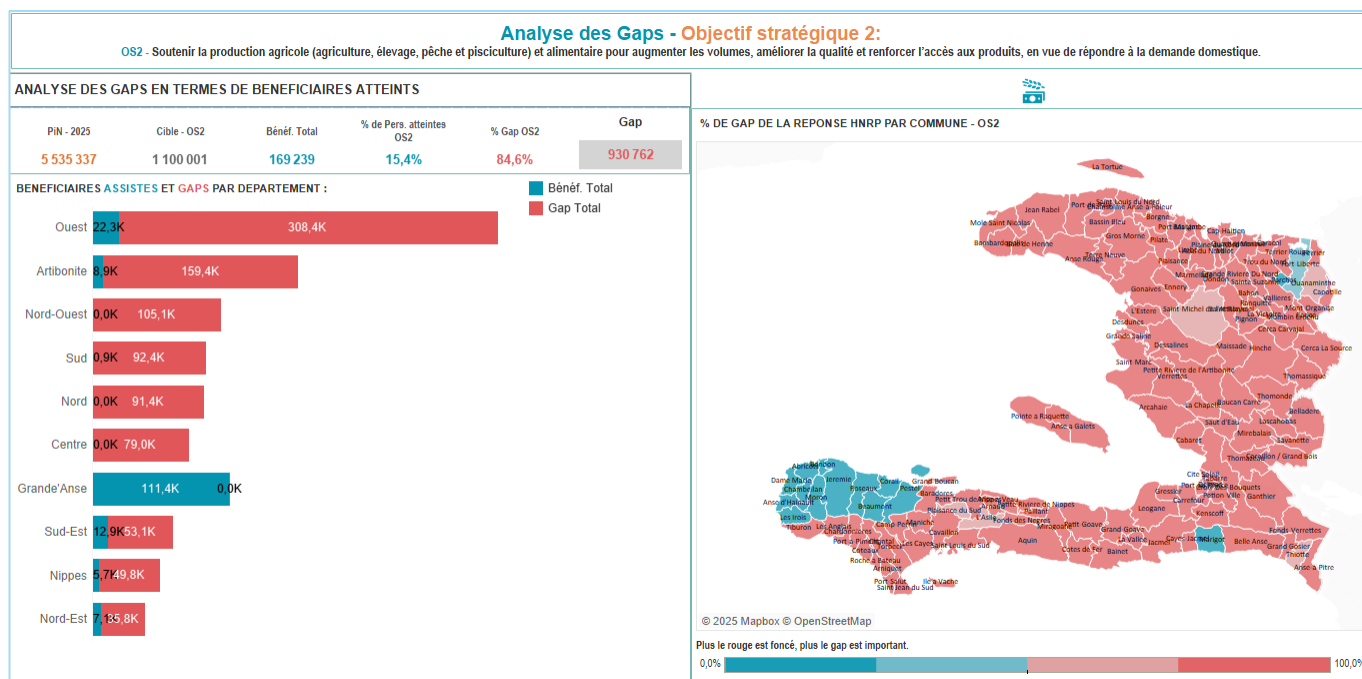
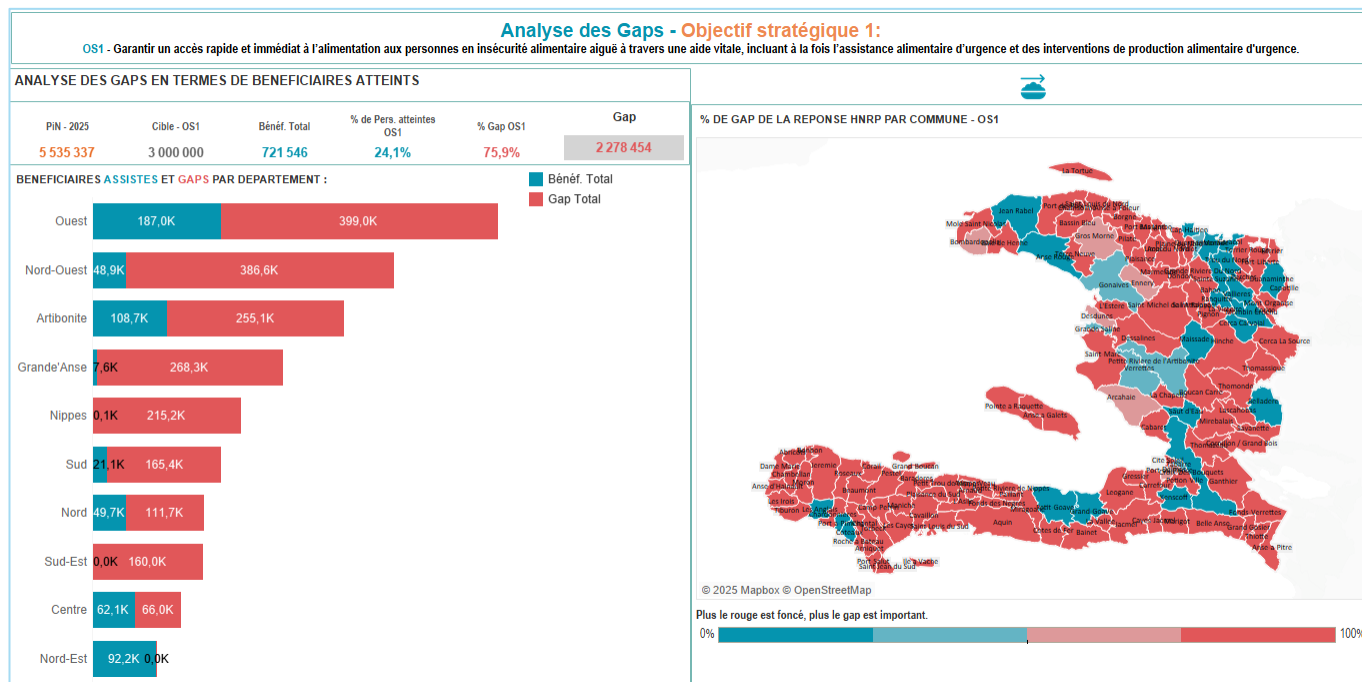


PARTENAIRES PAR DÉPARTEMENT ET OBJECTIFS STRATÉGIQUES (au 31 mars 2025)

Au total **26 partenaires** interviennent dont **08** organisations principales et **19** partenaires d'implémentation

Département	OS1. Garantir un accès rapide et immédiat à l'alimentation aux personnes en insécurité alimentaire aigue à travers une aide vitale, incluant à la fois l'assistance alimentaire d'urgence et des interventions de production alimentaire d'urgence	OS2. Soutenir la production agricole (agriculture, élevage, pêche et pisciculture) et alimentaire pour augmenter les volumes, améliorer la qualité et renforcer l'accès aux produits, en vue de répondre à la demande domestique	OS3. Protéger les activités de la chaîne alimentaire, intégrant des actions anticipatoires et la protection des moyens de subsistance à travers la réduction des risques
Artibonite			
Org. principale	FAES FOME PAM		PAM
Partners d'implém	AMURT CARITAS GONAIVES GIRADEL PAM SIKSE		CECI
Centre			
Org. principale	FAES FOME PAM		
Partners d'implém	CECI PAM		
Grand'Anse			
Org. principale	FOME HEKS/EPER	FAO HEKS/EPER	PAM
Partners d'implém		MARNDR	MAST
Nippes			
Org. principale	FOME	FAO	MI
Partners d'implém		MARNDR	AHAAMES
Nord			
Org. principale	FOME PAM		
Partners d'implém	SIKSE		
Nord-Est			
Org. principale	ADRA FOME PAM	FAO	
Partners d'implém	AIDES SIKSE	CAACOM	
Nord-Ouest			
Org. principale	FAES PAM		
Partners d'implém	CARITAS GONAIVES CREDI PAM		
Ouest			
Org. principale	ChristianAid FAES FOME PAM	FAO	PAM
Partners d'implém	CAPAC Chapelle Sainte Marie Famille KIZITO GIRADEL HAÏTI SURVIE MOJDE PAM	MARNDR	CAPAC GIRADEL MOJDE
Sud			
Org. principale	FAES FOME		FAO
Partners d'implém	PAM		KNFP
Sud-Est			
Org. principale	FOME	FAO	PAM
Partners d'implém			AAH

ANALYSE DES GAPS DE LA REPONSE :



[Visualiser le tableau de bord en ligne pour plus d'informations](#)

REALISATION DES PARTENAIRES : REPONSE POUR LE QUATRIÈME TRIMESTRE



ACF

Communes ciblées : Marmelade et Plaisance |
Financement : ALBORADA

• Activités réalisées

Distribution en cash inconditionnels d'une enveloppe globale de **2 187 500 HTG**, aux ménages d'accueil ciblés sur base des critères de vulnérabilités en vue d'améliorer leur résilience.

• Objectifs visés :

Améliorer la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle des ménages d'accueils PDI vulnérables en situation d'urgence, conformément aux données du rapport d'évaluation MSLA round 9 mené par OIM, du 01 novembre au 30 décembre 2024.

• Nombre de personnes touchées :

- 350 ménages d'accueil PDI répartis dans les deux communes ciblées, en raison de :
- 147 bénéficiaires à la commune de Marmelade (110 femmes/37 hommes)
- 203 bénéficiaires à la commune de Plaisance (170 femmes/33 hommes)



Les situations de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle de ces communes sont flagrantes. Le taux de personnes en déplacement interne (PDI) a largement augmenté, creusant des difficultés considérables du niveau de vulnérabilité des ménages à pouvoir s'approprier certaines denrées de première nécessité pour la survie quotidienne, avec des impacts très négatifs sur les bébés, les enfants, les femmes allaitantes et les personnes âgées qui ont été notre cible

potentielle en tant que bénéficiaires de ce projet. Ainsi, la distribution du cash a permis aux bénéficiaires de se procurer du cash pouvant faciliter l'achat des certains aliments de première nécessité et réduire leur famine pendant une période conséquente.



• Difficultés rencontrées

La plus grande difficulté rencontrée c'est le nombre des ménages bénéficiaires par rapport au besoin identifié. L'enveloppe disponible ne nous a pas permis de cibler un nombre conséquent en vue de créer un impact considérable.

• Perspectives à court terme

Action Contre la Faim poursuit des plaidoyers auprès des bailleurs afin de mobiliser suffisamment des fonds pouvant faciliter le ciblage d'un grand nombre des bénéficiaires et organiser rapidement d'autres activités de distribution avec plus d'impact sur la vulnérabilité qui ne fait que s'accroître dans ces zones.



ADRA

Zone d'intervention : Département du Nord-Est,
Commune de Caracol

Dans le cadre de son partenariat stratégique avec la Canadian Food grains Bank (CFGB) et ADRA Canada, ADRA Haïti a mis en œuvre le projet Emergency Food and Cash Assistance in Haiti (EFACH) dans la commune de Caracol, du 1er novembre 2024 au 28 février 2025.

Ce projet visait à répondre aux besoins urgents des ménages vulnérables touchés par l'insécurité alimentaire et la crise socio-économique.

Les objectifs principaux étaient de fournir une assistance humanitaire rapide, renforcer la résilience des ménages grâce à des kits alimentaires composés en grande partie de produits locaux, et encourager l'usage d'une énergie de cuisson propre via un transfert monétaire ciblé pour l'achat de gaz propane. Trois cycles de distribution ont été réalisés entre décembre et février.

Au total, 5 350 personnes (soit 1 070 ménages) ont bénéficié de cette intervention durant chaque cycle. Chaque ménage a reçu un kit alimentaire comprenant *riz, haricots, maïs moulu, pâtes (spaghetti), sucre et huile*, ainsi qu'un appui financier *pour l'achat de deux (2) bonbonnes de gaz propane*.



Distribution des kits alimentaires



L'assistance fournie a permis une nette amélioration des conditions de vie des ménages ciblés.

Le projet a réduit la dépendance au charbon, tout en stimulant l'économie locale par l'achat de produits auprès de cultivateurs régionaux. L'approche intégrée, la distribution alimentaire et le transfert monétaire constitue une innovation majeure adaptée au contexte de Caracol.



Séance de formation sur la protection contre l'exploitation et les abus sexuels (PSEA), la nutrition, la violence basée sur le genre (VBG) ainsi que les consignes de sécurité et de bonne conduite à respecter lors des distributions.

Cependant, le programme a été confronté à de sérieux défis sécuritaires, avec des routes bloquées et des coûts logistiques accrus. Des mesures de sécurité ont été mises en place pour garantir la continuité des opérations.

ADRA envisage de répliquer cette approche dans d'autres zones affectées, en renforçant la collaboration multisectorielle avec les autorités locales et les partenaires humanitaires.



AVSI

Entre janvier et mars 2023, AVSI a mis en œuvre des activités de sécurité alimentaire dans les communes de Jean Rabel, Môle Saint-Nicolas et Baie-de-Henne, situées dans le département du Nord-Ouest d'Haïti. Deux distributions de vouchers ont été réalisées durant cette période.

La première distribution, qui s'est tenue du 6 au 10 janvier 2023, a permis à 1 178 ménages vulnérables de recevoir des vouchers d'une valeur de 120 USD, répartis comme suit : 70 % échangeables auprès de fournisseurs locaux pré-identifiés pour l'achat d'un panier alimentaire de base, et 30 % échangeables auprès du partenaire financier sous forme de cash, pour une utilisation inconditionnelle selon les besoins des ménages.



Distribution de coupon à La Reserve 3ème section Jean-Rabel

La seconde distribution, réalisée du 10 au 14 mars 2023, a touché 1 179 ménages, avec un taux de participation de 99,91 %, ce qui reflète une forte adhésion des bénéficiaires. Les zones ciblées comprenaient les sections communales 1, 2, 3 et 5 de Jean Rabel, la section 2 de Môle Saint-Nicolas, ainsi que plusieurs localités de Baie-de-Henne.

Chaque distribution a été accompagnée de sessions de sensibilisation sur la nutrition, l'hygiène et les mécanismes de redevabilité, afin de renforcer l'impact des activités menées.





HEKS/EPER

Entre autres domaines, les interventions de HEKS/EPER contribuent à l'amélioration de la sécurité alimentaire et d'opportunités de moyens d'existence, dans 10 communes de la Grand'Anse.

Activités réalisées

Dans le cadre d'un appui à l'économie rurale, dix projets communautaires ont été poursuivis, dans des domaines tels que l'apiculture, la pêche, la transformation des produits, le compostage, etc.

À Montagnac, une centaine de personnes ont été mobilisées pour le lancement d'un nouveau projet communautaire : une ferme agroécologique.

Un accompagnement renforcé a été mis en place afin d'aider les producteurs et productrices à optimiser leurs parcelles, en vue de répondre à la demande croissante en légumes des cantines scolaires.

L'appui à la restauration scolaire s'est poursuivi dans 33 établissements.



Par ailleurs, un nouveau projet d'aide humanitaire multisectorielle, destiné aux populations déplacées et aux communautés hôtes, a été lancé. Financé par le Fonds humanitaire régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes (RHPF LAC Haïti) via OCHA, ce projet permet de déployer plusieurs actions, notamment :

- L'organisation de travaux communautaires pour la réhabilitation d'infrastructures locales (cash conditionnel) ;
- La distribution de semences et de boutures pour la campagne agricole de début 2025, avec, par bénéficiaire, 5 kg de haricots, 5 kg de maïs, 200 boutures de patate douce et 200 boutures de manioc.

L'ensemble de ces activités est accompagné de formations et d'un appui technique continu.



Nombre de personnes atteintes

- Projets communautaires : 458 femmes et 458 hommes
- Producteurs de semences: 7 083 personnes (4 249 hommes et 2 834 femmes)
- Travaux communautaires : 308 personnes (145 hommes et 163 femmes)
- Distribution d'intrants agricoles : 702 bénéficiaires (363 femmes, 339 hommes)
- Cantines scolaires : 8 100 enfants (en moyenne) (4 200 garçons et 3 900 filles)
- Formations à l'agroécologie : 105 participants (57 femmes et 48 hommes).

La distribution en temps opportun des semences et boutures a permis aux producteurs de tirer parti de conditions climatiques favorables, contribuant ainsi au bon développement de leurs parcelles.

L'octroi de cash contre des travaux communautaires a permis de répondre à certains besoins urgents des ménages.

L'engagement en faveur du fonctionnement des cantines scolaires constitue à la fois un rempart contre l'abandon scolaire et un levier essentiel de résilience pour les communautés.

Difficultés rencontrées

Les besoins sont massifs, tout comme la sollicitation des communautés, grandement vulnérabilisées du fait d'un contexte constamment plus fragilisé.



FONDS D'ASSISTANCE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE (FAES)

Dans le cadre des programmes d'assistance sociale mis en œuvre sous la tutelle du MEF, le FAES a intensifié ses actions durant le 2^e trimestre de l'exercice fiscal 2024-2025. Les efforts ont ciblé les Personnes Déplacées Internes (PDI) et les ménages vulnérables à travers divers volets d'intervention.

Distribution alimentaire et restauration communautaire :

Dans le cadre du Programme d'Urgence Multisectoriel (PUM), le FAES a distribué environ **108 046 kits alimentaires** avant cuisson et **2 410 kits** sans cuisson,



accompagnés de récipients d'eau, dans plusieurs sites stratégiques de la zone métropolitaine de Port-au-Prince tels que l'École nationale République Équateur, le Bureau du Travail (MAST) et le local du MTPTC à Delmas 33. En parallèle, **60 000 plats chauds ont été fournis**, dont 54 000 dans les camps de déplacés internes de Port-au-Prince et 6 000 au niveau de Kenscoff, en appui aux personnes déplacées à cause de la violence lors des attaques des gangs armées.



En complément de ces actions, 75 restaurants communautaires, implantés dans les départements du Nord, du Centre et du Nord-Est, ont permis la distribution de **450 000 repas chauds subventionnés**, contribuant significativement à la lutte contre l'insécurité alimentaire dans ces régions.

Transferts monétaires pour soutenir les ménages vulnérables

Dans le cadre des programmes de filets de sécurité pour les personnes vulnérables financés par la BID, un cycle de transferts monétaires non conditionnés a été réalisé au profit de **16 727 ménages** dans quatre départements, avec le **PAM** comme opérateur de mise en œuvre. Aussi, **20 petits projets "cash for work"** ont été lancés dans l'Ouest et la Grand'Anse à travers les Opérateurs de mise en œuvre VIVA RIO, PADF et CECI. Ces projets incluent la construction de kiosques d'eau, la réhabilitation de centres de santé, de citernes communautaires, de systèmes d'adduction d'eau potable, ainsi que l'aménagement d'infrastructures publiques, permettant à la fois d'améliorer le cadre de vie local et de générer des revenus temporaires pour les bénéficiaires.

Accès aux soins de santé :

Toujours dans le cadre des programmes de filets de sécurité, **4 097 consultations médicales** et **1 075 tests** de laboratoire ont été réalisés pour les bénéficiaires de la première cohorte du projet santé, déployée dans les départements du **Centre** et de l'**Artibonite**. Parmi les **4 799 personnes** prévues, **2 839** ont déjà complété les trois premières étapes du projet. En parallèle, le recrutement de la deuxième cohorte, ciblant **3 201 bénéficiaires**, a débuté en **mars 2025**, avec **549 personnes** déjà enrôlées à la fin du trimestre.



Perspectives pour le premier trimestre de 2025 :

Au regard des besoins persistants des populations vulnérables et en continuité avec les actions entreprises, le FAES prévoit pour le prochain trimestre de 2025 les interventions suivantes :

- Extension des transferts monétaires non conditionnés Poursuivre et élargir les cycles de transferts monétaires dans les zones d'insécurité alimentaire, notamment dans les départements classés en phase

IPC 3 ou plus, avec un accent sur les zones isolées et difficilement accessibles.

- Lancement de nouveaux projets "Cash for Work"
Mettre en œuvre de nouveaux projets à haute intensité de main-d'œuvre, ciblant la résilience climatique, l'aménagement urbain, et les infrastructures communautaires dans les 5 départements cible du projet.
- Renforcement de l'accès aux soins de santé primaires
Accroître la couverture médicale des populations fragiles dans les départements de l'Ouest, du Centre, de l'Artibonite et de la zone métropolitaine, notamment par le biais de cliniques mobiles, de consultations préventives, et de services de laboratoire.

Distribution continue de kits alimentaires et de plats chauds

Maintenir l'approvisionnement régulier des restaurants communautaires, intensifier la distribution de kits alimentaires (secs et prêts à consommer) et renforcer l'appui nutritionnel dans les camps de déplacés.

Le FAES, avec l'appui de ses partenaires, notamment la République de Chine (Taiwan) et la Banque Interaméricaine de Développement (BID) et le MAST, continue de renforcer ses interventions, au nom du Gouvernement haïtien, afin de répondre aux besoins croissants des populations vulnérables dans un contexte de crises multidimensionnelles.

Un nouveau programme financé par la BID, intitulé « Lutter contre l'insécurité alimentaire et renforcer la résilience grâce à un filet de sécurité pour les populations vulnérables », viendra appuyer ces efforts. Le démarrage des activités est prévu pour le prochain trimestre.



Fondasyon Fonkoze

L'initiative Boujonnen Lavi 2, mis en œuvre par Fonkoze dans la commune de Cavaillon (Sud), a poursuivi ses efforts pour améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition des ménages vulnérables, malgré un contexte difficile marqué par une instabilité sécuritaire et une suspension partielle des activités jusqu'à la fin mars.

Les principales activités ont inclus la distribution de transferts monétaires inconditionnels à 1 050 ménages (996 femmes, 54 hommes), l'accompagnement de 45 groupes d'épargne (AVEC), et la mise en œuvre de formations en éducation financière (LISTA) et en gestion de petites entreprises via des tablettes numériques (EdTek). En parallèle, 534 nouveaux participants (493 femmes, 41 hommes) ont achevé des séances de nutrition communautaire, portant à 1 173 le nombre total de bénéficiaires formés dans sept communes du département du Sud.

Ces interventions ont contribué à stabiliser la consommation alimentaire, renforcer les capacités financières et promouvoir de meilleures pratiques nutritionnelles. Parmi les approches innovantes, l'utilisation des modules digitaux LISTA et EdTek a permis d'intégrer l'éducation financière et la résilience

économique de manière interactive et contextualisée, atteignant plus de 90 % de femmes.



Néanmoins, plusieurs défis ont été rencontrés, notamment des retards dans les distributions, des problèmes de réseau pour les transferts mobiles MonCash, et la faible participation masculine.

À court terme, Fonkoze prévoit de renforcer l'engagement communautaire, relancer les formations suspendues, et tester un transfert conditionnel mobile auprès de 150 ménages.

L'approche intégrée et centrée sur les femmes, combinée à un ancrage local fort, continue de produire des résultats tangibles en matière de sécurité alimentaire, d'autonomisation économique et de nutrition dans les zones les plus touchées du département du Sud.



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation et l'agriculture

Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) :

Au cours du premier trimestre 2025 (janvier – mars), malgré les contraintes logistiques dues à l'instabilité, les difficultés d'accès et l'insécurité, la FAO a mené plusieurs interventions dans les départements du pays les plus touchés par la crise humanitaire en cours.

À travers le programme d'urgence et de résilience de la FAO et en collaboration avec le Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et le Développement Rural (MARNDR), plusieurs distributions ont eu lieu dans le **Sud-Est, l'Ouest, l'Artibonite et le Nord-Est**.

Dans les communes de Leogane et Petit-Goave dans le département de l'Ouest **10 tonnes de semences** d'haricot noir ont été distribuées à **1 000 ménages**.

Des producteurs ont également bénéficié de formations en production maraîchère et vivrière, dans le cadre des activités de renforcement de la résilience face aux chocs environnementaux et sécuritaires, afin de garantir un accès durable à l'alimentation.



Par ailleurs, dans le premier trimestre 2025, la FAO a formé **environ 230 personnes, membres d'Associations Villageoises d'Épargne et de Crédit, Groupes Artisanaux de Semences et Champs Ecoles Producteurs**, sur les questions de violences basées sur le genre (VBG), d'égalité de genre et de protection contre l'exploitation et les abus sexuels (PSEA).

Plusieurs activités sont en cours de préparation pour les mois à venir, notamment pour la saison agricole d'été.



Dans le cadre des actions d'urgence, des transferts de cash inconditionnel et la distribution de semences maraîchères et vivrières sont prévus dans la zone métropolitaine de Port-au-Prince, et dans les départements du Centre, du Nord et Grand'Anse.

Un appui à l'élevage est prévu par la distribution de petits animaux dans les Nippes et la Grand'Anse, afin de diversifier les sources de revenus et d'alimentation des communautés ciblées.



MALTESER

Projet de santé et nutrition dans les Nippes, HAÏTI

Financé par le Ministère Fédéral Allemand des Affaires Etrangères (GFFO)

Période : Janvier - Mars 2025

Objectifs visés

- Réduire la malnutrition aiguë chez les enfants de 6 à 59 mois
- Renforcer la sécurité alimentaire des ménages vulnérables
- Améliorer l'accès aux soins de santé primaires dans les zones touchées par la crise

Activités réalisées :

- Distribution de compléments nutritionnels (Plumpy'Nut) aux enfants malnutris.
- Versement de deux tranches d'aide financière aux ménages vulnérables.
- Suivi nutritionnel des enfants de 6 à 59 mois en cours de traitement.
- Nombre d'enfants récupérés : 95 (69 MAM et 26 MAS /48Fet 47G).
- Nombre d'enfants admis : 92 (69 MAM et 23 MAS /59F et 33G).
- Total enfants ayant reçu de Plumpynut : 550 (357 MAM, 193 MAS / 301F et 249G).
- Un total de 110 caisses, soit 16 500 unités de Plumpynut et un stock de médicaments divers (3 250 unités) ont été distribués.



Distribution de Cash Nutrition VII

Un total de 300 bénéficiaires a été touché dans les (4) communes d'intervention du projet.

L'Asile (124), Petit Trou (46), Baradères (45) et Petite Rivière (85). En total, chaque personne a reçu un montant de 40 000,00 gourdes en deux parties pour couvrir les besoins en nutrition de l'enfant malnutri afin de faciliter sa récupération plus rapidement, ainsi que de la personne déplacée ou vivant avec un handicap et quelques jeunes garçons démunis.



Distribution de cash à usages multiples

Démonstration culinaire

Un effectif de 264 participants.es (soit 207 F et 57 H) a pris part aux douze (12) séances de démonstration culinaire.

Impact des interventions

Les compléments nutritionnels et l'aide financière (40 000 gourdes par bénéficiaire) permettent aux familles de mieux nourrir leurs enfants et d'accéder aux soins de santé essentiels.

Difficultés rencontrées

- Augmentation des prix des denrées alimentaires réduisant l'impact de l'aide financière

Perspectives à court terme

- Poursuivre le traitement des 192 enfants actuellement suivis.
- Évaluer l'impact des transferts monétaires sur l'état nutritionnel des ménages.
- Poursuivre les activités de démonstration culinaire.

Prise en charge des Enfants





Programme Alimentaire Mondial (PAM)

Au cours du premier trimestre 2025, le PAM a considérablement intensifié ses opérations en Haïti dans un contexte marqué par la détérioration de la sécurité alimentaire, la hausse des déplacements et une insécurité persistante. La dernière analyse IPC (mars à juin 2025) indique que 5,71 millions de personnes, soit plus de la moitié de la population, sont en situation d'insécurité alimentaire aiguë de Crise ou pire (Phase 3+ de l'IPC), dont 2,1 millions en situation d'Urgence (Phase 4) et 8 400 en situation de Catastrophe (Phase 5), principalement parmi les familles déplacées vivant dans des sites informels. Dans ce contexte, le PAM a maintenu une réponse flexible et fondée sur les besoins pour atteindre les populations les plus affectées.

De janvier à mars, le PAM a atteint environ 700 000 bénéficiaires en urgence à travers le pays, avec une intensification des opérations en mars qui a permis de soutenir ces bénéficiaires. Cette montée en charge reflète à la fois l'ampleur croissante des besoins humanitaires et l'agilité opérationnelle du PAM. L'assistance a inclus des distributions alimentaires d'urgence, des transferts monétaires, des repas chauds, des interventions nutritionnelles et des activités de protection sociale.



Les activités les plus intensives ont été menées dans les départements de l'Artibonite, de l'Ouest, du Nord, du Nord-Est et du Sud.

L'assistance d'urgence et de protection sociale s'est également intensifiée au cours du trimestre. En Zone Métropolitaine (Port-au-Prince, Delmas, Tabarre, Croix de Bouquets, Pétion-Ville, Cité Soleil), le PAM a atteint 275 000 personnes à travers différentes activités avec 568 000 repas chauds, grâce à un financement de 2,2 millions de dollars. À Croix-des-Bouquets, l'une des communes les plus touchées par l'insécurité alimentaire, 300 tonnes

métriques ont été acheminées pour répondre aux besoins urgents. Dans des zones à haut risque telles que Kenscoff, Mirebalais et Saut d'Eau, le PAM a assisté un total de **12 000 personnes avec plus de 69 000 de repas**.

Le programme de repas chauds du PAM a continué de jouer un rôle essentiel dans les sites de déplacés, avec plus de 639 000 repas servis à plus de **94 000 personnes déplacées internes**, en plus de **66 300 repas distribués aux rapatriés** de République Dominicaine. Ce soutien a permis de répondre aux besoins alimentaires immédiats dans plus de 90 abris et sites temporaires.

Dans le cadre d'une nouvelle approche, le PAM a lancé pour la première fois en Haïti un projet d'assistance via bons électroniques. Plus de **3 800 ménages ont reçu une valeur de 120 dollars par portefeuille numérique**, géré par le prestataire HaitiPay. Ces bons sont échangeables auprès de commerçants affiliés pour l'achat de produits alimentaires de base (riz, haricots, huile), avec un solde restant pouvant être utilisé pour l'achat de produits frais selon les préférences des bénéficiaires.



En février, OCHA a lancé le Plan de Réponse Humanitaire 2025 pour Haïti, appelant à une mobilisation de 908 millions de dollars pour venir en aide à 3,9 millions de personnes. La sécurité alimentaire représente près de la moitié de cet appel, avec 425 millions de dollars nécessaires pour soutenir 3,4 millions de personnes. Malgré les contraintes d'accès et les insuffisances de financement, le PAM continue de fournir une assistance vitale tout en renforçant les systèmes et la coordination au niveau national.



SOLIDARITÉS INTERNATIONALE (SI)

**SOLIDARITÉS
INTERNATIONALE**

Dans le cadre du programme de soutien alimentaire et nutritionnel financé par l'Aide Alimentaire Programmée (AAP) du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères français, SOLIDARITÉS INTERNATIONALE (SI) met en œuvre un projet de renforcement de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et des capacités de résilience des ménages vulnérables affectés par les crises socio-économiques, sécuritaires et climatiques dans la ZMPP.

Solidarités International a réalisé un processus de ciblage des ménages bénéficiaires du cash transfert pour une assistance alimentaire de manière inclusive, participative et transparente, et en collaboration avec les leaders des localités et les comités de ciblage mis en place au niveau communautaire.

Ce processus de ciblage a permis d'atteindre 472 ménages très vulnérables, parmi lesquels 333 bénéficieront de l'appui technique et financier pour la mise en place ou le renforcement des activités génératrices de revenus (AGR), en plus du transfert monétaire ; ils sont formés sur la gestion comptable et le marketing simplifiés et ont reçu un kit composé d'une calculatrice, des registres de suivi et d'un coffre.

En outre, Solidarités International a mis en œuvre un programme de cantine scolaire dans cinq écoles de Port-au-Prince (Claire Heureuse, Foyer Social, République de Colombie, République du Libéria et Pierre Faubert) à travers la fourniture de repas équilibrés et nutritifs à 2 778 élèves, 96 enseignants et membres du personnel ainsi que 70 parents d'élèves, tout au long de l'année scolaire.

Mois	Effectifs élèves participants à la cantine			Personnel encadrant et cuisinières bénéficiant des repas			Total repas distribués durant le mois
	Garçon	Fille	Total	Homme	Femme	Total	
Janvier	16691	18820	35511	45	81	126	35637
Février	10569	11449	22018	45	81	126	22144
Mars	4677	5006	9683	54	112	166	9849
Total							67630

La recrudescence des attaques sur la ZMPP et des tirs sporadiques depuis la fin d'année 2024, créant une insécurité croissante. Certaines écoles ont dû fermer pour quelques jours, puis ont repris progressivement leurs activités au début d'année, avant de connaître de nouvelles interruptions des cours en mars 2025 (République de Colombie et Claire heureuse).

Solidarités International a identifié une nouvelle école à Pétion-ville (L'École Nationale de la République de l'Uruguay) où le programme est prévu de commencer le 1er avril 2025.



Ces écoles ont également bénéficié de travaux de réhabilitation des infrastructures en Eau, Hygiène et Assainissement (EHA) à travers des interventions *WaSH in school* (WIS) et sont régulièrement approvisionnées par camions-citernes d'une capacité de **3 000 gallons**, soit 11 340 litres d'eau.

Par ailleurs, pour la préparation des repas à forte valeur nutritionnelle dans les écoles, Solidarités International collabore avec un fournisseur national de denrées sèches et une coopérative locale de production des fruits et légumes (denrées fraîches).



COORDINATION

- Les réunions de coordination nationale du GTSAN se tiennent régulièrement les derniers jeudis du mois de 10h à 12h de Port-au Prince. Les rencontres se tiennent en ligne.
- Les réunions Adhoc sont convoquées en cas de besoin pour des sujets urgents.
- Les réunions des sous-secteurs (au niveau des départements : Fort-Liberté (Nord-Est), Gonaïves (Artibonite), Jérémie (Grand'Anse), Miragoâne (Nippes)) étaient suspendues au premier trimestre de l'année à cause de l'insécurité mais elles ont repris vers le milieu du second trimestre à un rythme bimensuel.
- L'équipe de coordination participe d'une manière régulière à la rencontre de ICCG, et aux groupes de travail technique et thématique comme : IMWG, Cash WG, APP...

DEFIS ET PERSPECTIVES

- L'accès humanitaire reste un défi majeur dans un contexte marqué par la violence des gangs armés.
- Dans un contexte d'augmentation des besoins humanitaire, le défi majeur reste la mobilisation des ressources afin d'apporter un appui de qualité et de faire face aux besoins additionnels du chiffre de planification (HNRP) pour l'année 2025.
- Réponse opportune pour soutenir la campagne agricole de printemps 2025.
- Déplacement massif de personnes à l'intérieur du pays (PDI).
- Coordination des acteurs pour une réponse harmonisée et régularité des réunions de coordination dans les départements.

LES PROCHAINES ÉCHÉANCES

Calendrier et dates clés du prochain trimestre :

- Suivi régulier de la situation humanitaire
- Coordination et préparation de prochaine MSNA, ENSSAN, IPC
- Elaboration des produits d'informations et de communication

Pour tout contact :

Ferdinand BEALEM, Coordonnateur | ferdinand.bealem@wfp.org | + 509 34 93 44 99

Mohamed DABO, Gestionnaire de l'information | mohamed.dabo@fao.org | +509 44 20 07 08

Pierre Nelby MATHIEU, Gestionnaire de l'information | pierrenelby.mathieu@wfp.org | +509 46 87 0928